

<https://managerhorizon.com>

Hebdomadaire
congolais
d'investigation
et d'information
générale

**MANAGER
HORIZON**



13^{ème} année N°549 du 04 au 11 mai 2026 Siège social: 226 Rue Bangou (croisement avenue des 16^{ème} plateau des 15 ans) C/78 OCH Moungali-III Rép. du Congo

Tél: 06 438 30 40 / 22 613 87 37 E.Mail: managerhorizon@yahoo.fr / Prix: Congo : 500 F CFA; Afrique Francophone 500 F CFA - Zone Euro: 2 E

Interview :
Entretien avec Maixent Raoul OMINGA,
Directeur Général de la Société nationale
des pétroles du Congo (SNPC)



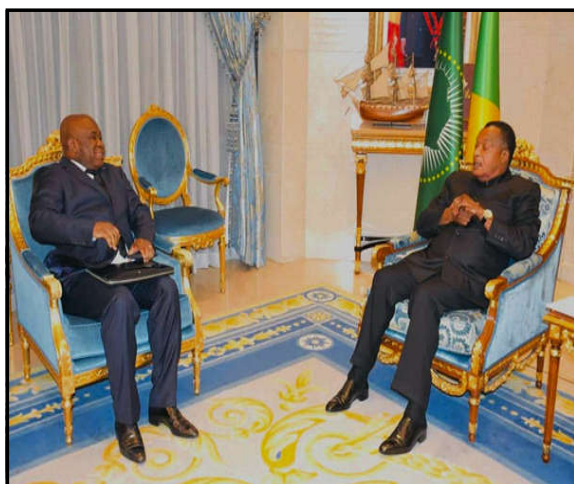
Interview : Entretien avec Maixent Raoul OMINGA, Directeur Général de la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC)

La SNPC joue un rôle crucial dans le développement de la République du Congo. En augmentant la production, en améliorant les infrastructures, et en participant à des projets sociaux, la SNPC contribue activement à l'accélération de la marche vers le progrès. La SNPC est prête à être un pilier réel du développement national, menant le pays vers une ère nouvelle de prospérité et de durabilité.

QUESTION : Monsieur le Directeur Général de la SNPC, vous avez accompagné le président candidat dans les 15 départements de la République du Congo. À la lumière des résultats publiés par l'appel constitutionnel, quel regard portez-vous sur cette séquence politique ?

Je vous remercie pour cette question qui arrive à point nommé. Pour avoir accompagné le Chef de l'État durant sa campagne à travers tout le pays, j'ai pu constater la force de sa vision. Dans chacun des départements visités, son discours s'est structuré autour de trois axes fondamentaux : la préservation de la paix et de la sécurité, le renforcement des infrastructures nationales, et enfin, l'épanouissement de la jeunesse. "

Sur le premier point, je pense que nous soyons de l'opposition ou de la majorité,



la convergence voudrait que la base, soit d'abord la paix, la sécurité dans le pays. Et dans ce sens, les enjeux vont dans le sens de mettre fin à l'escalade des dérapages des jeunes, notamment les koulounas. Des enjeux très clairs et nets. Et lui-même, le président de la République a suivi personnellement ces opérations. Nous pensons qu'aujourd'hui, on peut se balader toute la nuit à Brazzaville, du nord au sud

et dans les grandes villes, Pointe-Noire en particulier, sans être inquiet. Donc, en parlant de la paix, dans les actes aussi, il a pris les mesures avant même cette campagne électorale. Et si la paix, c'est son credo, il ne le fait pas qu'au Congo, je pense qu'à l'international, aussi.

Pour ceux qui ont la chance de connaître le candidat aujourd'hui réélu président, il va même au-delà de ce que vous pensez. Je pense qu'il

passé son temps, il réfléchit sur comment préserver la paix en Afrique. Et le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui lui donne des raisons.

Et au niveau national, je pense que le chef de l'État a toujours fait en sorte que la force publique puisse faire son travail. Et la preuve, aujourd'hui nous avons retrouvé les quartiers qui étaient censés être perdus par la violence de ces jeunes. Et sans la paix, on n'aurait pas fait la campagne électorale.

Donc, une fois de plus, il avait raison.

Pour le renforcement des infrastructures, je pense qu'il y a deux projets clés. Celui de la réhabilitation du chemin de fer.

Je ne sais même pas pourquoi on parle de réhabilitation. Puisque le président de la République, lui-même l'a dit qu'on devait reconstruire toutes les gares. Pour moi, c'est un chantier très important qui devait

donner beaucoup d'emplois aux jeunes.

Et je suis certain que personne n'a vu ça de près. Le deuxième chantier, c'est le corridor 13. Mais il faut avoir été dans la Likouala pour comprendre l'intérêt de ce projet.

Mais au-delà, les intérêts économiques et les enjeux économiques liés à l'ouverture du Congo sur la Centrafrique et sur le Tchad sont transversaux. Et avec le Cameroun, à partir du Tchad et de la Centrafrique, on peut aller aussi au Cameroun. Voilà, c'est ça la vision, celle de l'intégration.

Mais pour comprendre ce genre de projet, il ne faut pas réfléchir au quotidien. Il faut prendre la hauteur, comme le président Denis Sassou-N'Gusso le fait. On s'est dit, finalement, voilà ce que sera le Congo demain.

Il ne s'est pas arrêté là. En allant poser la première pierre sur la route de Djeno, je pense qu'à juste titre, il a pensé à la frontière anglaise, qui reste une grande opportunité pour notre pays. Vous êtes mieux informés peut-être que moi de l'amitié qui lie les deux pays.

Donc, penser à construire cette route pour favoriser les échanges entre les deux pays, ça reste une opportunité énorme. Donc, pour moi, sur les infrastructures, je pense qu'il a bien abordé les choses. Et sans compter aussi les problèmes liés aux voiries. Je pense qu'il a parlé à Brazzaville, mais il n'a pas fait



MANAGER

N°549 du 04 au 11 mai 2026

HORIZON, Pôle professionnel en management de communication

(Suite à la page 3)

"La plume est une arme, peut-être moins forte que l'arme politique, mais elle est une arme" Camara Laye

Vision politique, enjeux stratégiques, sécuritaires et perspectives économiques pour.....

(Suite de la page 2)

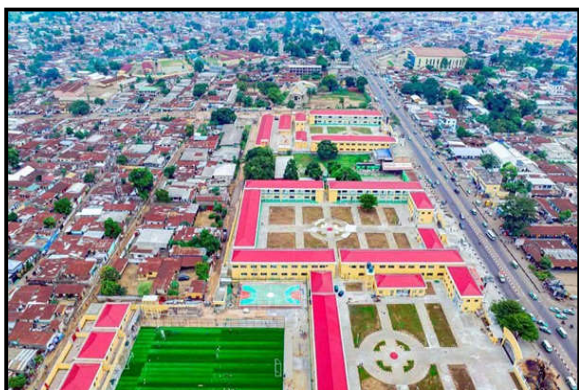
que parler. Avant, pour venir au bureau aussi, je prenais 40 minutes. Mais depuis que l'avenue de la Tsiémé a été remise dans l'ordre. Maintenant, on fait 15 minutes de chemin. Ça montre que le travail que le président fait, c'est souvent de la parole aux actes. C'est ça un homme d'actions concrètes.

Quand on parle du quotidien d'expérience, c'est aussi du quotidien de la vision. C'est un grand visionnaire. Penser au Corridor 13 maintenant, même moi je n'aurais pas fait ça.

Mais il n'y a que lui qui sait pourquoi il a fait le Corridor 13. C'est aussi peut-être l'occasion de donner l'opportunité à la Centrafrique de retrouver la paix. Donc, je pense qu'il a cette vision.

Sur la jeunesse, je pense que le candidat n'a pas fait que les diagnostics. Il a aussi trouvé les ébauches de solutions et proposé des choses concrètes.

Une vision transversale du gouvernement pour que chaque membre du gouvernement puisse avoir des objectifs précis en termes d'emploi des jeunes. Je pense que c'est sur la base de cette vision que le gouvernement qu'il va sortir. On n'est pas là pour imaginer les choses, mais à l'entendre, chaque membre du gouvernement devait être un



acteur pour créer les emplois.

Il y a eu un petit quiproquo, un malentendu sur son propos quand il a parlé de la fonction publique, qui ne pouvait plus employer tout le monde. Je pense qu'il y a eu un malentendu. Ce qu'il voulait dire, c'est d'encourager les jeunes d'aller vers les initiatives créatrices d'emploi, vers des initiations privées.

Le président de la République a cité, il ne s'est pas limité seulement à parler ainsi, du FONEA, tous les outils qui sont mis aujourd'hui en place pour que ça soit un véritable soutien ou des viviers d'emploi dans le pays. C'est à nous aussi, les acteurs, les ministres qui seront nommés, de faire en sorte que dans la mise en place de la politique du Président, qu'on tienne réellement compte de sa vision des choses. C'est-à-dire que le FIGA, le FONEA, tous ces fonds qui sont mis

en place pour réellement contribuer à la création des entreprises, des PME, surtout dans le domaine agricole, doivent remplir pleinement cette mission.

Actuellement, l'informatique n'est pas mise à l'écart, la digitalisation de l'économie, il a dit, des régimes financiers, même à notre propre niveau à la SNPC, je pense qu'on a un grand projet de digitalisation. On avait un peu anticipé, bon je pense que le Président a déjà donné les instructions aussi, pour que nous puissions aller de l'avant. Je pense que le thème c'est accélérer la marche, donc travailler autrement. Voilà un peu ce que nous avons compris pendant la campagne du chef de l'État.

Je retiens aussi que c'est un homme qui a beaucoup d'énergie. Ceux qui l'ont suivi, s'ils sont honnêtes, nombreux étaient fatigués, mais lui il est resté debout. Et il pouvait encore parler



jusqu'à 23h, minuit, on se disait mais comment allait-il aborder demain la suite de la campagne électorale, mais il était là, à l'heure prévue, jusqu'à la fin, c'est ça un homme d'État.

Mais nous qui parlons souvent en bas là, on fait du bruit, mais on était fatigués pendant ce parcours. C'est ça la leçon à prendre aussi je pense, si on est honnête. Merci.

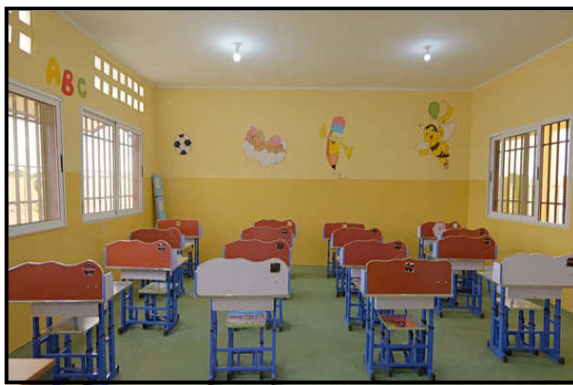
QUESTION : Monsieur le Directeur Général, partout où le Président candidat est passé, un message a été délivré en direction de la Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC), sur la construction des établissements modernes à l'image de Talangäi, de Louvakou, et bientôt de Bacongo et de l'Angola-libre qui seront mis en service. Quelle est la réaction de la direction générale suite à ces doléances ?

Je pense qu'il faut distinguer les doléances avec les exigences de l'État. Les besoins légitimes des populations de bénéficier des infrastructures scolaires modernes pour leurs enfants, moi je pense que ça va de soi.

Nous sommes la Société Nationale, souvent on a tendance à l'oublier, mais la société appartient à 100% à l'État. De ce fait, ce que nous faisons émane du gouvernement, du Président de la République. Et de mon point de vue, c'est sans équivoque.

Maintenant, les doléances des populations à la mise en œuvre, nous sommes là pour une mission, on a une mission à la SNPC. La mission est d'abord statutaire, donc nous devons faire en sorte que nous participions à l'augmentation de la position nationale, nous pouvons participer à la souveraineté énergétique du pays à partir de notre outil qui est la CORAF. Malgré ces petits problèmes, on est là pour les résoudre.

Souvent on est un peu pressé, mais je pense qu'on n'est pas sur la bonne marche pour que la CORAF puisse contribuer de manière significative aux besoins des populations du pays, surtout dans le contexte actuel, c'est là où on a intérêt à avoir une raffinerie. Pour parler de ces projets qui rentrent en réalité



Vision politique, enjeux stratégiques, sécuritaires et perspectives économiques pour.....

(Suite de la page 3)

dans le cadre de la responsabilité sociétale de la SNPC, le choix de l'éducation n'est pas un choix au hasard. Le choix de l'État tient à ce que nous puissions contribuer de manière significative à l'amélioration des conditions d'études de nos enfants.

On s'est dit comment demander les résultats à un enfant qui n'étudie pas dans les bonnes conditions. On avait l'habitude de montrer les images des enfants qui sont assis par terre, à gauche et à droite, on n'est pas insensibles à ça. Et n'oubliez pas aussi que l'éducation reste, de mon point de vue, un secteur stratégique pour le pays.

Comment voulez-vous développer l'économie si on n'a pas d'ingénieurs qui sont formés ? Donc, c'est pour répondre à cette instruction du chef de l'État et du gouvernement que la SNPC construit ces établissements scolaires modernes. Je pense que les complexes scolaires de l'Angola-Libre et de l'Amitié sont terminés. Vous avez aussi les loisirs d'aller les visiter.

On a eu le dernier rapport de la Direction générale de l'enseignement. Ils sont livrés.

On a apporté un peu plus que ce qu'on avait fait à Talangaï. Donc, c'est une



dynamique. L'instruction qui a été donné pour la suite, je crois que c'est Kinkala, la prochaine localité bénéficiaire de ces infrastructures.

Donc, nous allons, dans les prochains jours, voir avec les autorités comment régler d'abord le problème du Lycée Savorgnan de Brazza et la faculté des sciences et le travail à faire à Kinkala. Mais ce n'est pas que nous sortons de notre objet. Je pense que ça rentre dans le cadre de notre mission de responsabilité sociétale.

Toutes les entreprises le font. Nous sommes la société nationale. Que ça soit ENI, Total, aujourd'hui, en France, il doit y avoir trois ou quatre tours à la Défense. Donc, il n'y a pas une tour totale au Congo, par exemple. Il faut le comprendre parce que nous, on doit construire au Congo comme les autres sociétés pétrolières le font aussi dans leur pays. La même chose pour ENI aussi.

Au Congo, ENI a un bâtiment servant de siège social et de travail alors que les vraies tours d'ENI sont à Milan.

Mais il faut le comprendre. Ce n'est pas que je suis contre, mais nous devons aussi faire en sorte que la SNPC rentre réellement dans l'ancrage de l'économie nationale. Voilà la mission que le chef d'État nous donne, les orientations de travail qu'il nous a données.

QUESTION : Monsieur le Directeur Général, ces établissements scolaires transfigurent l'environnement de leur implantation. Quel est le message de la direction générale de la SNPC à la fois sur leur fonctionnement, leur organisation, leur pérennisation ?

Très bien, c'est une très bonne question. Les écoles n'appartiennent pas à la SNPC. Nous, nous sommes là pour aider le gouvernement à compléter



ce qui se fait. Peut-être nous, parfois, on peut dire qu'on exagère sur la taille des infrastructures, mais ceci va aussi dans le sens du cahier de charge. Au cours d'un entretien avec le premier ministre, il nous a encouragés à faire mieux.

Je pense qu'il s'agit de la même assiette, en fait. Que ce soit la SNPC ou que ce soit au niveau du gouvernement, c'est la même assiette et nous devons faire en sorte qu'elle soit bien gérée. Dans ce sens, nous participons à l'entretien de ces écoles et nous participons à la gestion des internats pour les écoles qui ont bénéficié d'internats, comme à Tchiminzi.

Tchiminzi, c'est loin, c'est vraiment le Congo profond. Comme à Oyo, Louvakou, ces internats nous aident. Ils aident nos enfants, à se réveiller, à avoir un bon sommeil pour aller à l'école. Il n'y a même pas d'honneur pour ça.

Je pense qu'on ne fait que notre devoir, celui d'aider le gouvernement, d'aider le chef de l'État à remplir ses missions. C'est la même caisse, c'est ce que je voulais dire.

QUESTION : Monsieur le Directeur Général, un des grands projets de la SNPC, c'est l'éco-zamba, un projet d'afforestation et de reboisement.

Depuis son lancement en lien avec la décennie mondiale d'afforestation et de reboisement, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies, mais instituée au préalable par le président de la République du Congo, quel est le bilan qu'on peut faire avec Eco-zamba ?

Vous savez, souvent, quand vous sortez de votre périmètre de travail, le risque est grand que vous trébuchez d'entrer de jeu. L'instruction du chef de l'État, à l'époque on n'avait pas encore changé le statut de la SNPC, était de faire en sorte que nous puissions faire comme notre société sœur, Total Energy, qui a un projet à Bakassi. Et à notre niveau, j'ai sollicité et obtenu de la société Total Energy, de visiter le projet Bakassi.

On avait passé la nuit là-bas, sur place, on avait fait un feu de camp, c'était magnifique, comme quoi ce pays est beau, il y a des endroits à découvrir. Mais suite à ce feu de camp, en revenant ici, j'ai



MANAGER
HORIZON, Pôle professionnel en management de communication

N°549 du 04 au 11 mai 2026

(Suite à la page 5)

“La plume est une arme, peut-être moins forte que l'arme politique, mais elle est une arme” Camara Laye

Vision politique, enjeux stratégiques, sécuritaires et perspectives économiques pour.....

(Suite de la page 4)

rendu compte, comme d'habitude au chef de l'État, du projet qui est mis en œuvre par Total Energy, il m'a dit n'était-il pas possible de faire la même chose ? Voilà l'instruction. En revenant ici, j'ai réuni un comité de direction pour parler de l'idée de ce projet, et je peux vous dire que 90% des collègues étaient contre.

Dans une certaine mesure ils avaient raison, parce que cela sortait un peu de notre périmètre de travail. Mais ils oublient que la question ici, il s'agit de la compensation carbone. Parce que la SNPC qui est une industrie extractive, donc nous contribuons malheureusement à imposer des vagues de gaz à effet de serre.

C'était l'occasion pour nous de se faire un peu amande honorable pour compenser le carbone. Et de cette idée, il fallait une grande ambition. Pour ne pas manquer la marche, nous nous sommes référés à notre ministre d'économie forestière, qui elle-même est spécialiste de ces questions. C'est vrai qu'au début il y a eu un peu de restrictions de sa part aussi, il faut la comprendre. Mais dès qu'elle a donné son feu vert, nous avons eu recours à un



grand spécialiste, un cabinet, une société spécialisée de renommée internationale, qui est dirigée par M. Kassane. Et à partir de là, on a planté le décor.

Donc Eco Zamba aujourd'hui, c'est 5000 hectares sur 50 milles attendues en 10 ans. C'est impressionnant.

Et aujourd'hui, je pense que c'est un projet de référence quand nous partons dans les sommets, à l'extérieur, on présente Eco Zamba, on est fier. Mais il y a encore des défis à relever. N'oublions pas que dans ce projet d'afforestation, il y a derrière toute une économie verte. Parce que, outre la valorisation des crédits carbone que nous souhaitons, il y a aussi des micro-entreprises. Parce que nous devons, à l'intérieur du pays, nous soucier des populations qui doivent faire

dans leurs champs agricoles des cultures ouvrières. Nous les aidons à augmenter les capacités pour faire en sorte qu'ils puissent aussi gagner de l'argent.

Pour dire qu'on peut gagner de l'argent aussi, en faisant un projet écologique. Donc ceux qui avaient 10 ans pour survivre, on peut leur ouvrir un hectare, deux hectares, je pense que ça fait beaucoup d'argent. Donc derrière ce projet, il y a toute une économie verte que nous devons pérenniser et promouvoir.

Nous devons renvoyer les gens à s'intéresser à la terre. Comme je l'ai dit, ce n'est pas au hasard. Moi-même aussi, je suis très intéressé à la terre et je sais ce que ça rapporte.

Donc, il ne faut pas que les jeunes hésitent, notamment qui sont dans le périmètre de ce projet, pour que nous



puissions les aider un peu plus à devenir des personnes dignes dans notre société. Et je suis certain que ce projet servira d'exemple pour rendre témoignage demain. Si nous continuons à travailler comme nous sommes en train de le faire, c'est-à-dire dans le respect des cahiers de charges et du respect des populations environnementales, surtout les jeunes qui habitent dans ces communautés.

La SNP devrait organiser une visite, je ne sais pas si la semaine prochaine ou cette semaine. On aimerait que la presse aussi soit associée à cette visite pour que vous touchez du doigt parce que le projet est là, à Ngo, ce n'est pas loin. On peut mieux s'organiser comme ça on pourrait avoir un reportage le soir sur Eco-zamba pour passer de la savane à cette

forêt. Voilà l'idée du chef de l'État.

QUESTION : Alors peut-être pour clôturer, M. le DG, au regard de la position transversale de la SNPC dans le développement du Congo, en guise de conclusion, quel est le message que la SNPC lance aux élections du Congo profond pour donner déjà les signaux de l'accélération de la marche telle que voulu par le président de la République lui-même ?

Je pense que l'accélération la marche est une responsabilité collective. Chacun de nous doit se percevoir comme un moteur de ce progrès. Pour autant, cet élan ne peut porter ses fruits que s'il se concentre d'abord sur l'exercice rigoureux de nos missions fondamentales. Cette accélération doit avant tout se concrétiser à travers l'exercice de nos missions statutaires.

Comment faire pour augmenter la production ? Comment faire pour améliorer les capacités et les positions de la CORAF ? Comment faire en sorte que l'ensemble des filiales que nous avons dans le groupe puissent être en état de marche, créer de l'emploi. C'est aussi sur les aspects de responsabilité sociétale que nous pouvons encore



Vision politique, enjeux stratégiques, sécuritaires et perspectives économiques pour.....

(Suite de la page 5)

augmenter le volume. Il y a un projet que nous n'avons pas encore parlé. On a beaucoup entendu parler de la Likouala. Nous avons pris un avion ici, on est passés de la Likouala. On s'est dit, nous allons nous attaquer au volet distribution d'eau potable aux populations de la Likouala. Dans le cadre de notre engagement social, nous avons finalisé la réalisation de 33 forages hydrauliques. Ces infrastructures ont été déployées en étroite concertation avec le gouvernement, les autorités préfectorales et la municipalité.

En garantissant l'accès à l'eau, nous participons activement à accélérer la marche, tout en améliorant le quotidien des habitants. Disposer d'eau à domicile n'est pas un luxe, mais une nécessité absolue pour la sécurité et l'hygiène de tous. On va rendre l'eau disponible dans ce département du Congo. On a déjà foré 33 forages. On est en train de construire pour toute utilité, c'est-à-dire que les gens viendront prendre de l'eau pour l'utiliser à des besoins que nous savons qui sont primaires.

Nous avons pleinement conscience de notre rôle primordial dans l'accélération de la dynamique nationale, et ce, à plusieurs niveaux. Notre première mission régalienne consiste à commercialiser le



pétrole brut de l'État. Nous devons garantir que ces revenus alimentent les caisses publiques, car sans cette contribution substantielle au budget, la mise en œuvre des projets de développement serait compromise. Nous savons qu'on a un rôle primordial pour accélérer cette marche à plusieurs niveaux. Premier niveau, nous avons une mission de l'État qui est celle de commercialiser le brut de l'État. On doit faire en sorte que dans les caisses de l'État, ces revenus rentrent pour permettre à l'État de faire son travail. C'est ça le budget. Parce que si nous ne contribuons pas au budget, je suis certain que les projets qui seront projetés auront du mal à se mettre en œuvre. Nous sommes conscients de cette mission. Deuxième mission, comme je disais tantôt, c'est de contribuer à augmenter la production nationale. L'État

nous a remis les permis. Vous pouvez être sûrs, nous sommes à 100% présents sur ces permis.

Et pour que, dans les jours à venir, nous commençons à annoncer quand même de bonnes nouvelles sur ce qu'on a vu sous terre. Le résultat de notre travail, c'est vrai, c'était parti un peu très vite. Mais dans les prochains jours, je suis certain qu'on aura les résultats.

On commence à avoir les résultats pour donner une nouvelle perception au pays. La SNPC participe à tous les permis pétroliers au commun. Si nous arrivons à parler avec les partenaires, dans le sens de défendre l'État, c'est aussi une façon d'accélérer cette marche.

Parce que si nous ne contrôlons pas les partenaires, l'État aura du mal, là où il est, à améliorer le nombre de ses cargaisons, sa production. C'est nous qui avons cette mission, bien sûr, sous la



coordination du ministre des Hydrocarbures. J'ai parlé aussi tantôt de tout ce qui est sociétal.

Voilà un peu vers où nous devons aller pour accélérer la marche. J'ai dit, d'entrée de jeu, que nous avons les obligations contributives. C'est-à-dire, c'est par notre participation, par nos contributions, que nous devons ramener l'État à un certain niveau, qui nous permettra d'évaluer et qu'on puisse conclure qu'on a réellement accéléré la marche.

Donc nous devons être partout, mais pas à la fois. On doit être partout dans tous les secteurs d'activité, pour ce qui nous concerne. Mais on continue à faire la recherche, on continue à collaborer avec l'État.

Je saisis cette occasion pour exprimer ma gratitude envers le chef de l'État et le gouvernement pour la réforme des statuts de la SNPC. Cette mutation offre

une perspective inédite à notre société, désormais habilitée à investir le champ des minéraux stratégiques et les enjeux de la transition énergétique. C'est pour nous l'opportunité de démontrer que la confiance placée en nous par la Nation est pleinement méritée.

Et à ce propos, je voulais d'abord profiter de votre tribune pour remercier le chef d'Etat et le gouvernement d'avoir changé le statut de la SNPC. Je pense que cela donne une nouvelle perspective à la société, qui peut maintenant désormais intervenir dans les minéraux stratégiques, dans tout ce qui est lié à la transition énergétique. Je pense que nous avons là l'occasion de montrer que l'État nous a fait confiance et que nous avons réellement mérité cette confiance.

Soyez-en sûr, la SNPC sera à l'avant-garde, comme acteur d'abord, mais aussi comme un pilier réel pour que la marche vers le développement soit accélérée comme le souhaite le chef de l'État et in fine tout le pays aujourd'hui dans cette dynamique. Merci.

Propos recueillis par
Abibe Ayoka



MANAGER

N°549 du 04 au 11 mai 2026

HORIZON, Pôle professionnel en management de communication

"La plume est une arme, peut-être moins forte que l'arme politique, mais elle est une arme" Camara Laye

Arrêt sur image



MANAGER N°549 du 04 au 11 mai 2026
HORIZON, Pôle professionnel en management de communication

"La plume est une arme, peut-être moins forte que l'arme politique, mais elle est une arme" Camara Laye

Arrêt sur image



Arrêt sur image



MANAGER N°549 du 04 au 11 mai 2026
HORIZON, Pôle professionnel en management de communication

“La plume est une arme, peut-être moins forte que l’arme politique, mais elle est une arme” Camara Laye

Arrêt sur image



MANAGER HORIZON

06-438-30-40 / 05 579 30 26

Manager Général et d'Édition :

Abibe AYOKA
Tél: 06 438 30 40

Rédacteur en Chef
YABAMOK

Secrétaire Général de Rédaction
Gervais SANDEY

Manager Commercial
Elvis MOUNG'S

Service Commercial et recouvrement :

Freddy KOUZONDISSA

Comptable:

Andryxine MABONZO

Nos agences:

Pointe-Noire: Yves Malouthas

Tel 06 658 68 85

Dolisie: 06.956.76.76

Ouessou: 06.880.55.15

Djambala: 6.979.31.04

Impfondo: 06.684.55.70

Nkayi : 05.02.78.617

Kinkala : 06.813.22.22

Kinshasa:

00243.977.67.44.12

MANAGER HORIZON, Pôle professionnel en management de communication

N°549 du 04 au 11 mai 2026

"La plume est une arme, peut-être moins forte que l'arme politique, mais elle est une arme" Camara Laye

SNPC : Raoul Maixent Ominga, de l'extraction pétrolière à la régénération forestière !

Il n'y a qu'un pas que la SNPC a franchi avec détermination. Raoul Maixent Ominga, son Directeur Général, revient sur l'épopée d'Eco-Zamba, un défi présidentiel devenu une référence mondiale en matière de compensation carbone et d'économie verte.

Un défi né sous un feu de camp

Tout projet d'envergure possède une âme, une origine. Pour Eco-Zamba, l'étincelle est venue d'une instruction du Chef de l'État. Après avoir visité le projet forestier de Total BaCaSi (Batéké Carbon Sink), Raoul Maixent Ominga partage son émerveillement avec le Président de la République, Denis Sassou-N'guesso : " Le pays est beau, il y a des endroits magnifiques à découvrir ". La réponse du Chef de l'État ne se fait pas attendre : " Et vous, ne pouvez-vous pas faire la même chose ? ".

Le défi est lancé.

Pourtant, en interne, la résistance est forte. " 90 % de mes collègues étaient contre ", confie le DG. Sortir du périmètre pétrolier pour planter des arbres semblait alors hors sujet. Mais la vision du leader est claire : la SNPC, industrie extractive émettrice de gaz à effet de serre, doit faire amende honorable. L'objectif ? La compensation carbone.

5 000 hectares de réussite concrète

Pour transformer cette ambition en réalité, la SNPC



s'est entourée des meilleurs : le ministère de l'Économie forestière et des cabinets d'expertise internationale. Le résultat est aujourd'hui palpable avec 5000 hectares de verdure à Ngo, là où régnait autrefois la savane.

" C'est aujourd'hui un projet de référence ", affirme fièrement Raoul Maixent Ominga. Lorsqu'il se rend dans les sommets internationaux, Eco-Zamba est le porte-étendard du savoir-faire écologique congolais. Mais au-delà des chiffres, c'est la métamorphose du paysage qui frappe les esprits.

L'économie verte : une main tendue vers la jeunesse

L'ambition d'Eco-Zamba dépasse le simple cadre

environnemental. C'est une véritable économie circulaire qui se met en place : - Valorisation des crédits carbone pour financer la transition ; Micro-entreprises locales afin d'intégrer des populations dans la gestion de la forêt. Les populations et les jeunes peuvent cultiver des produits vivriers entre les arbres.

" On peut gagner de l'argent avec un projet écologique ", martèle le DG. Pour lui, la terre est une source de dignité. En offrant un ou deux hectares à cultiver à des jeunes, la SNPC leur donne les moyens de réussir par eux-mêmes. Passionné par l'agriculture, il exhorte la nouvelle génération à ne pas hésiter : la terre rapporte et elle ennoblit.

Une invitation à témoigner

Soucieux de transparence et de partage, Raoul Maixent Ominga annonce l'organisation imminente d'une visite de presse sur le site de Ngo. L'objectif est simple : permettre aux médias de " toucher du doigt " cette transition spectaculaire de la savane vers la forêt.

En respectant rigoureusement les cahiers des charges et en plaçant les communautés au cœur de sa stratégie, la SNPC fait d'Eco-Zamba bien plus qu'une plantation, c'est un témoignage vivant de la volonté de l'État de concilier industrie et survie de la planète.

La SNPC joue un rôle clé dans le développement économique du pays !

La relation entre la République du Congo et la Russie sous le leadership de Denis Sassou Nguesso et Vladimir Poutine

Une coopération stratégique marquée par des accords économiques, pétroliers et infrastructureux.

Depuis que Denis Sassou Nguesso est président de la République du Congo, les relations bilatérales entre le Congo-Brazzaville et la Fédération de Russie se sont progressivement renforcées, posant les bases d'une coopération stratégique dans divers domaines clés tels que l'économie, l'industrie pétrolière, les infrastructures et l'énergie. Sous l'égide des présidents Denis Sassou Nguesso et Vladimir Poutine, cette alliance particulière témoigne d'une convergence d'intérêts économiques et géopolitiques qui s'inscrit dans une vision partagée d'un partenariat Sud-Nord.

Les fondements historiques et politiques des relations bilatérales

Les relations diplomatiques entre Brazzaville et Moscou

remontent à plusieurs décennies, mais c'est sous la présidence de Denis Sassou Nguesso que ces liens ont connu un renforcement notable. L'arrivée du président Vladimir Poutine au pouvoir en Russie a consolidé ce rapprochement, dans le cadre de l'ouverture stratégique de la Russie vers des pays d'Afrique subsaharienne. Le Congo-Brazzaville, en tant que nation riche en ressources naturelles, notamment en pétrole, s'est imposé comme un allié naturel pour le Kremlin, qui cherche à diversifier ses partenariats économiques tout en affirmant son influence géopolitique sur le continent africain.

Accords économiques : Un levier pour le développement mutuel

L'un des aspects les plus visibles de la coopération entre les deux nations réside dans les nombreux accords économiques signés sous les mandats des deux présidents. Depuis les années 2000, la Russie a manifesté un intérêt croissant pour les secteurs stratégiques congolais, principalement liés aux ressources naturelles. Les entreprises russes, telles que Gazprom et Rosneft, étendent leurs activités en Afrique, et le Congo, avec ses vastes réserves pétrolières et gazières, représente un terrain fertile pour ces investissements, dont la Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC), créée en 1998, est



SNPC : Raoul Maixent Ominga, de l'extraction pétrolière à la régénération forestière !

(Suite de la page 11)

l'entreprise publique chargée de gérer les intérêts de l'État congolais dans le secteur des hydrocarbures. Elle opère sur toute la chaîne de valeur (exploration, production, raffinage, distribution) et commercialise le pétrole brut, jouant un rôle clé dans le développement économique du Congo dirigé actuellement par Monsieur Maixent Raoul OMINGA Directeur Général de la SNPC. En 2019, une série d'accords économiques a été signée pour renforcer la coopération entre les deux pays. Ces partenariats incluent des engagements dans les domaines de l'extraction pétrolière, du développement minier et énergétique, ainsi que de nouvelles initiatives pour moderniser les infrastructures industrielles au Congo. Les experts soulignent que ces collaborations s'appuient sur le savoir-faire technique russe et les ressources naturelles congolaises, permettant aux deux parties de tirer profit de leurs complémentarités. La coopération dans le secteur pétrolier : Un pilier incontournable Au cœur de cette alliance entre Brazzaville et Moscou se trouve le domaine énergétique, notamment l'exploitation des hydrocarbures. Le Congo étant le troisième producteur de pétrole en Afrique subsaharienne, cette ressource constitue un point majeur d'attraction pour les investisseurs internationaux, y compris les grandes compagnies russes. Dans ce cadre, la Russie a joué un rôle actif en aidant le Congo à optimiser ses capacités de production et en investissant dans des projets de transformation des



hydrocarbures. Un projet emblématique de cette collaboration est la construction d'un oléoduc reliant Pointe-Noire, capitale économique et principale zone portuaire du pays, aux régions situées au nord, riches en ressources pétrolières et gazières. Ce projet, initié sous les mandats de Sassou Nguesso et avec le soutien technologique de la Russie, vise à réduire les coûts de transport des produits pétroliers tout en améliorant leur distribution sur le marché national et international. Selon les analystes économiques, cette infrastructure stratégique renforcerait considérablement la compétitivité du Congo sur le marché global de l'énergie. La construction de l'oléoduc : Un symbole de coopération russo-congolaise La construction de cet oléoduc représente plus qu'un projet économique : c'est un symbole fort de l'amitié entre les deux présidents et leurs gouvernements respectifs. Le Président Vladimir Poutine, connu pour son pragmatisme en matière de géopolitique énergétique, a vu en ce projet une opportunité pour Moscou d'étendre son influence en

Afrique centrale tout en contribuant à la diversification des exportations congolaises. La Russie fournit non seulement l'expertise technologique nécessaire, mais également des financements et des conseils stratégiques pour garantir le succès de l'initiative. De son côté, le Président Denis Sassou Nguesso a salué la collaboration avec la Russie comme un modèle de coopération internationale fondée sur le respect mutuel et les intérêts partagés. Il considère ce projet comme clé pour le développement économique du pays, non seulement en tant que source de revenus, mais aussi en tant que facteur de modernisation des infrastructures nationales. Lors de discours officiels, il n'a cessé de souligner l'importance de cette alliance avec la Russie dans le développement des ressources énergétiques du Congo. Une relation basée sur le respect mutuel et les affinités politiques Au-delà des domaines économiques et techniques, une dimension politique distingue la relation entre Sassou Nguesso et Poutine. Les deux leaders partagent

des positions proches sur divers sujets internationaux, notamment l'importance de la souveraineté nationale et le rejet de l'ingérence étrangère dans les affaires intérieures des États. Pour Brazzaville, la Russie apparaît comme un partenaire fiable dans un contexte marqué par des défis sécuritaires et économiques. Pour Moscou, le Congo représente une porte d'entrée stratégique en Afrique centrale, région clé pour son rayonnement géopolitique. Initiatives dans d'autres secteurs clés Outre l'énergie, cette coopération s'étend également à d'autres domaines comme l'agriculture, la formation technique, et la défense. La Russie contribue à la modernisation du secteur agricole congolais en introduisant des technologies adaptées aux conditions climatiques locales. Par ailleurs, des accords ont été conclus pour encourager l'échange de compétences entre les deux pays, avec l'accueil d'étudiants congolais dans les universités russes, notamment dans les domaines scientifiques. Sur le plan militaire, bien que moins médiatisée, la collaboration entre Brazzaville et Moscou inclut des échanges dans le domaine de la défense. La Russie fournit une assistance technique et des équipements militaires tout en soutenant le Congo dans sa lutte contre les menaces sécuritaires transfrontalières. Perspectives d'avenir La relation entre le Congo et la Russie sous Denis

Sassou Nguesso et Vladimir Poutine semble promise à un avenir encore plus dynamique. Alors que les deux pays poursuivent leurs efforts pour diversifier leurs partenariats, ils pourraient explorer des secteurs émergents comme les énergies renouvelables, la technologie numérique ou encore le tourisme. Le succès du projet de l'oléoduc pourrait également ouvrir la voie à d'autres grands projets structurants bénéficiant de l'expertise russe. Dans un contexte mondial marqué par des tensions entre grandes puissances, l'alliance russo-congolaise illustre comment des nations, malgré leurs différences de tailles et de contextes, peuvent collaborer sur des bases mutuellement avantageuses. Par le biais de cette coopération, le président Denis Sassou Nguesso et le président Vladimir Poutine ont montré que le partenariat entre Brazzaville et Moscou dépasse les simples intérêts économiques pour devenir un modèle de collaboration stratégique entre l'Afrique et la Russie. La coopération entre le Congo-Brazzaville et la Russie sous leurs dirigeants respectifs est une illustration concrète d'un partenariat stratégique multidimensionnel qui place les intérêts économiques, pétroliers et infrastructurels au cœur de leurs relations bilatérales. Les projets communs, tels que la construction de l'oléoduc et le développement industriel, témoignent de la volonté des deux chefs d'État de renforcer les liens entre leurs nations tout en construisant une base solide pour une amitié durable et fructueuse.